

La marchandisation de la nutrition

Un article de
Patrick Veillard

C'est une tendance lourde dans le secteur de la coopération au développement, à laquelle n'échappe pas la nutrition : l'implication croissante du secteur privé. Non seulement dans le financement de projets et dans l'innovation, mais également dans la définition même des politiques et des stratégies publiques. Quels sont les risques et les opportunités de cette incursion du privé dans le domaine de la nutrition ? *Défis Sud* relaie ici l'avis de divers acteurs de la société civile.

Le mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) est probablement l'une des initiatives les plus représentatives de l'ambivalence et des risques associés à une implication accrue du privé dans les interventions contre la malnutrition. Lancée en 2010, cette plate-forme rassemble gouvernements, société civile, institutions internationales, secteur privé et chercheurs dans un effort collectif pour mieux inclure les aspects nutritionnels dans les politiques sectorielles des États¹.

«*La problématique est tellement importante que cette mobilisation d'un grand nombre d'acteurs, sous différentes formes, est cruciale*», indique Karen Bähr, chercheuse indépendante ayant suivi la 2^e Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) organisée par la FAO en novembre dernier. «*La présence du secteur privé n'est pas un problème en soi. Au contraire, il existe des convergences d'intérêts; et le privé peut contribuer de manière importante à la nutrition, en termes de financements ou de recherche. Mais il y a clairement un problème de gouvernance. Les acteurs privés impliqués, aux énormes ressources financières, sont très puissants et orientent donc fortement les politiques et projets mis en place sur le terrain, ce qui n'est pas leur rôle.*» Même avis du côté de Manuel Eggen, chargé de recherche et de plaidoyer chez Fian Belgique, qui condamne cette «*captation de la gouvernance par le*

Riz doré controversé

Créé en Suisse au début des années 2000, le riz doré est un produit ayant entraîné de nombreux et houleux débats dans le monde du développement. Pas étonnant, c'est un OGM ! Génétiquement modifié afin de produire de la vitamine A (via une augmentation du bêta carotène dans la partie consommable du riz, l'albumen), le produit a le pouvoir d'aider les 125 millions de personnes souffrant de carences dans le monde (responsables de plus de deux millions de morts par an, ainsi que 500 000 cas de cécité irréversible). Au-delà des polémiques autour des OGM (danger potentiel pour la santé et l'environnement, dépendance des producteurs aux semences, etc.), le riz doré est, pour de nombreux auteurs, typique des solutions technologiques ne s'attaquant pas à la racine du problème, à savoir l'extension des monocultures et les pertes de biodiversité. Pour eux, la solution aux carences en vitamine A réside avant tout dans la diversification de l'alimentation et la réappropriation des cultures par les populations affectées.

secteur privé. Ces entreprises ne défendent pas l'intérêt général mais leurs intérêts particuliers, orientés vers le profit». D'après K. Bähr, cette «*logique de profit peut parfois être compatible avec le bien public, mais ce n'est pas systématique. Elle peut, de plus*

Dans cet article :

Karen Bähr

Consultante, chercheuse associée à l'Université catholique de Louvain.

Manuel Eggen

Chargé de recherche et de plaidoyer, Fian Belgique (www.fian.be).

Naziha El Moussaoui

Ancienne collaboratrice de la Croix-Rouge de Belgique.

¹ <http://scalingupnutrition.org/>.



Au Mali, une infirmière donne un cours de santé nutritionnelle.

© Giacomo Pirozzi/Panos.

Il existe des convergences d'intérêts et le privé peut contribuer de manière importante à la nutrition, en termes de financements ou de recherche.

dévier les ressources vers des projets moins prioritaires ou bien diminuer leur légitimité auprès des populations ou des bailleurs».

Cette tendance ne se limite pas au SUN mais à la plupart des initiatives multipartites, telles la Nouvelle Alliance (voir encadré page 13), ou aux organisations internationales (Organisation mondiale de la santé), souvent sous la forme de partenariats publics-privés (PPP). De même, les orientations stratégiques prises lors de la CIN2 ont été *«fortement influencées par le privé»*, alors que les organisations de la société civile (OSC), au message pourtant unanime, ont été *«plus ou moins ignorées»* selon K. Bähr.

Approches opposant droits humains et marchés

Face à ces nombreux risques, quelles solutions? Pour K. Bähr, il est clair qu'il faut davantage *«réguler et encadrer le secteur privé»*, *«de manière contraignante»* et en utilisant une *«grille de lecture basée sur les droits humains»*. *«Cette approche ne signifie pas seulement le respect des droits humains, mais également la mise en place de systèmes de remédiation en cas de violation, tels des mécanismes de plaintes. Il faut également davantage de transparence, les multinationales de la nutrition étant très opaques, ainsi que des mécanismes indépendants de gestion des conflits d'intérêts, dans le cadre du système de gouvernance international (ex. Comité pour la sécurité alimentaire –*

CAS)». Ce n'est cependant pas la direction que semblent prendre les politiques au niveau international, la Déclaration de la CIN2 étant clairement orientée pro-commerce, un choix qu'elle définit comme un *«élément fondamental de la sécurité alimentaire et de la nutrition»*².

L'approche «marché» de la malnutrition suppose un recours important aux aliments enrichis et thérapeutiques industriels, que ce soit dans une optique de développement (comme pour le «riz doré», voir encadré page 11) ou d'urgence (comme pour le «plumpy nut»). Ce dernier est particulièrement emblématique du potentiel mais aussi des questions éthiques liées à la privatisation de la nutrition. Inventé en 1998 par une PME française (Nutriset), le «plumpy nut» est une pâte énergétique à la fois simple et innovante qui fait figure de produit miracle dans le domaine humanitaire. Constituée d'un mélange d'arachide, de sucre et de lait, ce qui en fait un condensé d'énergie, de vitamines et de minéraux, elle permet en effet de rapidement traiter les enfants atteints de malnutrition aiguë, et ce sans les inconvénients d'autres produits tels que les laits thérapeutiques (pas de besoins en eau potentiellement contaminée, ni de prise en charge dans les hôpitaux car le produit peut être directement administré par les parents, etc.). Problème, ce «Nutella du pauvre» est protégé par des brevets, ce qui augmente son prix et freine potentiellement une utilisation plus généralisée³. Devant ce dilemme, Nutriset a ouvert son brevet de manière sélective à 26 pays du Sud, via le réseau PlumpyField, pour leur permettre de développer leur propre filière de production⁴. Néanmoins, plus de la moitié des pays africains ne seraient pas encore en capacité de fabriquer eux-mêmes le produit, ce qui amène certains, tel MSF, à réclamer à Nutriset l'ouverture du brevet à tous les pays. Ces questions de propriété intellectuelle illustrent bien la difficulté à concilier action humanitaire et logique économique⁵.

Plus généralement, la privatisation de la nutrition entraîne l'abandon des régimes alimentaires locaux, au profit des produits

² FAO – OMS. 21/11/2014. Document final de la Conférence internationale sur la nutrition: Déclaration de Rome sur la nutrition.

³ La pâte est vendue essentiellement aux Nations unies (73%) et aux ONG internationales (11%).

⁴ Ainsi, sur les 22.500 tonnes de plumpy nut fabriquées en 2010, 8.000 l'ont été dans des pays en développement.

⁵ Entreprises citoyennes. 05/12/2011. Plumpy nut, entre action humanitaire et logique économique. <http://entreprisescitoyennes.blog.youphil.com/>.

La Nouvelle Alliance

Lancée lors du sommet de Camp David, la « Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition » est un partenariat entre le G8, l'Union africaine, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), son Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), des gouvernements africains et près d'une centaine d'entreprises nationales et internationales. En lançant la Nouvelle Alliance en juin 2012, le G8 affichait l'objectif de promouvoir la sécurité alimentaire en Afrique, en encourageant des investissements accrus des multinationales dans six pays tests en Afrique subsaharienne. Derrière cette volonté affichée, de nombreuses organisations de la société civile décèlent plutôt des préoccupations d'ordre économique, notamment l'ouverture de nouveaux marchés aux entreprises des pays du G8 ou l'accélération des accaparements de terres.

transformés, plus faciles à préparer, mais aussi souvent beaucoup plus riches en matières grasses, sucres et sel. « C'est ce que l'on appelle la transition nutritionnelle⁶ », indique K. Bähr. « Avec ces changements de régime, on voit apparaître un double fardeau : des carences en (micro)nutriments, couplées à des phénomènes de surpoids, d'obésité, etc., qui augmentent les risques de maladies chroniques (maladies cardiovasculaires, diabètes, cancers, etc.) ». Le cas du Samoa est de ce point de vue emblématique⁷ : dans l'objectif d'intégrer l'OMC, le pays a levé en 2013 l'interdiction d'importation des croupions de dinde US et des poitrines de mouton néo-zélandaises. Ces bas morceaux, extrêmement gras, sont rejetés par les consommateurs occidentaux, mais très appréciés des Samoans. D'autant plus qu'ils reviennent moins cher que le régime traditionnel, basé sur le poisson et les légumes. Résultat, le pays affichait en 2015 le plus fort taux d'obésité au monde, 75% de la population, et 20% de diabétiques⁸.

« Investir prioritairement auprès des petits paysans »

M. Eggen cite, lui, le cas du lait en poudre, « un exemple classique d'envahissement des marchés sous couvert d'alibi nutritionnel : via des dons ou des prix cassés, les industriels détruisent ou préviennent le dévelop-

pement de l'agriculture locale. Alors qu'il est maintenant reconnu que la poudre de lait a une valeur nutritionnelle inférieure au lait frais, sans même parler du lait maternel ». Pour le chercheur, il faut au contraire « investir prioritairement auprès des petits paysans, qui constituent la base d'une alimentation de proximité équilibrée nutritionnellement (accès aux infrastructures, développement des marchés locaux, renforcement des capacités de stockage, etc.) ».

De même, Naziha El Moussaoui, ancienne collaboratrice de la Croix-Rouge Belge et internationale, est favorable à l'utilisation de ressources locales. « Au Mali, nous avons remplacé avec succès des rations du Programme alimentaire mondial (PAM) de traitement de la malnutrition infantile modérée par des poudres fabriquées sur la base de produits locaux : fruits, légumes, viandes, etc. Cette approche est clairement beaucoup plus responsabilisante et participative vis-à-vis des populations, et donc viable sur long terme. »

K. Bähr indique qu'au sein des politiques nutritionnelles, « les populations, en particulier les femmes, sont le plus souvent perçues comme des bénéficiaires passifs. Alors que ce sont elles qui connaissent les vraies problématiques dont elles souffrent. Et d'ailleurs, elles font souvent naturellement le lien avec les problèmes d'hygiène ou d'éducation pouvant entraîner des cas de malnutrition chez leurs enfants. » D'après la chercheuse, « il faut donc essayer le plus possible de valoriser les cultures autochtones, y compris et par exemple via des processus semi-industriels locaux. Ces populations sont détentrices de droits. Il faut pouvoir leur garantir une participation qualitative au sein des politiques alimentaires et nutritionnelles ». ♦

La
privatisation
de la nutrition
entraîne
l'abandon
des régimes
alimentaires
locaux.

6 Plus précisément, la transition nutritionnelle se réfère au passage d'une alimentation monotone, mais riche en amidon et fibres, faible en gras et d'une vie physiquement active, à une alimentation plus diversifiée mais riche en sucres, en graisses animales saturées et en aliments usinés, faible en fruits, légumes et fibres et à un mode vie sédentaire. Source : Raynaud M. H. Janvier 2009. Transition nutritionnelle. www.poledfn.org.

7 On peut également citer le cas du Mexique, envahi par les produits transformés américains depuis l'ouverture des barrières commerciales via l'Aléna, en particulier les boissons gazeuses.

8 ABC Radio Australia. 22/05/2013. Samoa: le retour du croupion de dinde.